

Alice GUILLOUX
vice-président, juge des libertés et de la
déten

N°RG : N° RG 21/00160 - N° Portalis
DBYB-W-B7F-M7ZP

Minute n° : 21/00122

Nous Alice GUILLOUX, Vice-président au tribunal judiciaire de Montpellier, Juge des libertés et de la déten

Vu les articles L3211-1 et suivants et R 3211-1 et suivants du code de la santé publique,

Vu la décision d'admission en soins psychiatriques sans consentement prise par le directeur de l'hôpital de Montpellier en date du 04 Février 2021 à la demande de

concernant : **Monsieur**
né le 26 Septembre 1974 à MONTPELLIER (NORD)
4 Place du vieux château
34160 MONTAUD

ayant pour avocat Me Zohra TAKROUNI

Vu la saisine en date du 10 Février 2021 de **M. LE DIRECTEUR DU CENTRE HOSPITALIER REGIONAL UNIVERSITAIRE** et les pièces jointes à la saisine,

Vu les avis d'audience adressés le 11 Février 2021 à :

- **Monsieur le Procureur de la République**
- **M. LE DIRECTEUR DU CENTRE HOSPITALIER REGIONAL UNIVERSITAIRE**
- **Madame**
- **Monsieur**

Vu l'avis de monsieur le Procureur de la République en date du 11 Février 2021,

Vu la note d'audience en date du 12 Février 2021,

MOTIFS DE LA DÉCISION

Sur la régularité de la procédure :

L'avocate de soutient que le certificat médical d'admission ne caractérise pas l'existence de troubles mentaux, la nécessité de soins en hospitalisation complète et le risque grave d'atteinte à l'intégrité du malade.

L'article L.3212-1 du code de la santé publique prévoit que : "Une personne atteinte de troubles mentaux ne peut être hospitalisée sans son consentement sur demande d'un tiers que si :

- 1° Ses troubles rendent impossible son consentement ;
- 2° Son état impose des soins immédiats assortis d'une surveillance constante en milieu hospitalier."

L'article L.3212-3 du code de la santé publique dispose que : "En cas d'urgence, lorsqu'il existe un risque grave d'atteinte à l'intégrité du malade, le directeur d'un établissement mentionné à l'article L. 3222-1 peut, à titre exceptionnel, prononcer à la demande d'un tiers l'admission en soins psychiatriques d'une personne malade au vu d'un seul certificat médical émanant, le cas échéant, d'un médecin exerçant dans l'établissement."

En l'espèce, a été admis en soins psychiatriques sur la base du seul certificat médical du docteur Pablo ESCALOS en date du 4 février 2021.

Ce certificat mentionne de façon manuscrite : "Agressivité envers la mère".

Les autres mentions sont dactylographiées : "Ces troubles rendent impossible son consentement et il existe un risque grave d'atteinte à l'intégrité de la personne. Son état impose des soins immédiats assortis d'une surveillance constante en milieu hospitalier."

Dès lors, il convient de constater que ni les troubles mentaux, ni la nécessité de soins, ni l'incapacité

à consentir aux soins, ni le risque grave d'atteinte à l'intégrité du patient ne sont caractérisés. Les termes de ce certificat médical initial ne pouvaient donc justifier une admission en soins psychiatriques sous contrainte sous la forme d'une hospitalisation complète en urgence.

Cette irrégularité porte atteinte aux droits de
insuffisamment motivée.

qui a été privé de liberté de façon

En conséquence, il convient de rejeter la demande de maintien en hospitalisation complète et d'ordonner la mainlevée de la mesure dans un délai de 24 heures maximum afin de permettre la mise en place d'un programme de soins, au regard de la nécessité des soins décrite dans l'avis médical motivé du docteur Victoria CARA en date du 9 février 2021.

EN CONSEQUENCE

Statuant publiquement et en premier ressort,

Rejetons la demande de maintien en hospitalisation complète formulée par M. LE DIRECTEUR DU CENTRE HOSPITALIER REGIONAL UNIVERSITAIRE à l'égard de Monsieur et ORDONNONS la mainlevée de la mesure d'hospitalisation complète dans un délai maximal de 24 heures (art L3211-12 III du Code la santé publique).

Rappelons que le Procureur de la République dispose d'un délai de 6 heures à compter de la notification pour faire appel de la décision de la mainlevée.

Rappelons qu'appel peut être interjeté de cette décision dans un délai de dix jours de sa notification, par déclaration écrite motivée transmise par tout moyen au greffe de la cour d'appel.

Ainsi rendue le 12 Février 2021 par Alice GUILLOUX, Vice-président, juge des libertés et de la détention assistée de Julie SCHMITT, greffier qui l'ont signée.

Le greffier



Le juge des libertés et de la détention



Mentions de notification envoyée le 12 Février 2021 :

- Monsieur le Directeur de l'établissement par courriel
- Monsieur , par l'intermédiaire de l'hôpital
- Me Zohra TAKROUNI par courriel
- Madame par lettre simple

- Monsieur le Procureur de la République par remise contre émargement le 12 Février 2021 à KH 27

Le greffier



Nous,

Procureur de la République

, procureur de la République, déclarons:

☒ ne pas nous opposer à la mise à exécution de la présente décision

☐ nous opposer à la mise à exécution de la présente décision et en interjeter appel

Signature:

